



**AC ENVIRONNEMENT**

DIAGNOSTICS IMMOBILIERS

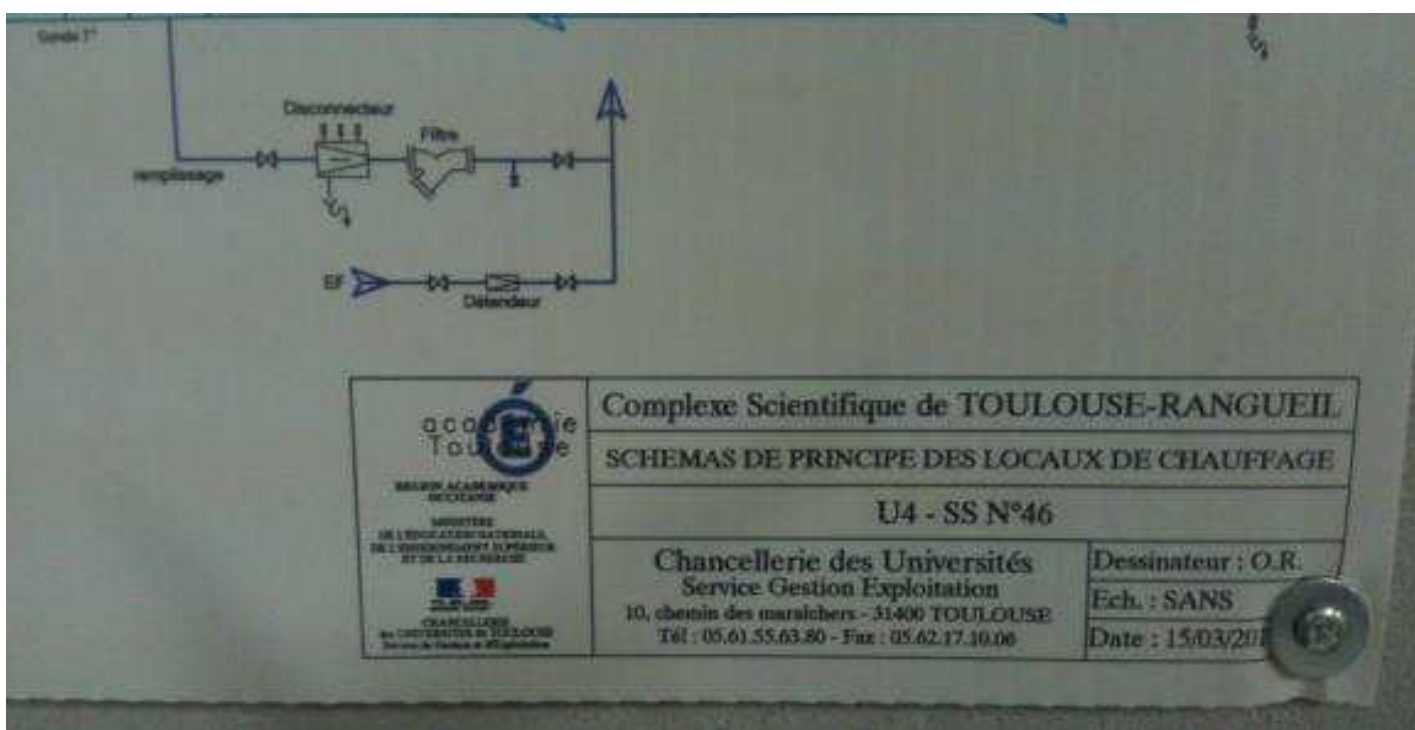
AGENCE HAUTE GARONNE

Immeuble Les Triades - Bât. C - 130 rue de  
Galilée  
31670 LABEGE  
Tel : 0561141428  
Fax :

COORDONNÉES DESTINATAIRE

PREFECTURE DE LA REGION OCCITANIE  
1 PLACE SAINT ETIENNE  
34000 MONTPELLIER

## DOSSIER DE DIAGNOSTIC TECHNIQUE



### RÉFÉRENCE

**Référence : 002EW015451**

A communiquer pour toute correspondance

Réalisé le : 28/03/2024

Référence mandataire : 46

### DÉSIGNATION DU BIEN

U4  
118 Route de Narbonne  
31400 TOULOUSE

### PROPRIÉTAIRE

PREFECTURE DE LA REGION  
OCCITANIE  
1 PLACE SAINT ETIENNE  
34000 MONTPELLIER

### Diagnostics



AC Environnement - 64 Rue Clément Ader 42153 RIORGES - Fax : 04 77 44 92 48  
SIRET : 44135591400298 - N° de TVA Intracommunautaire : FR03441355914 - Code APE : 7120B  
Assurée par HDI Global SE 76208471-30015

APPEL GRATUIT DEPUIS UN POSTE FIXE  
N° Vert 0 800 400 100  
[www.ac-environnement.com](http://www.ac-environnement.com)

## Note de synthèse



### AMIANTE : Dossier amiante avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti

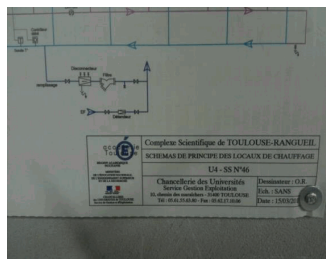
Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante.

Absence

## Rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti

Selon le Décret 2017-899 du 9 mai 2017, pris en application de l'article L.4412-2 du Code du travail. Méthodologie d'intervention et contenu du rapport selon l'arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations dans les immeubles bâtis, selon l'arrêté du 14 Décembre 2021 et selon la norme NF X 46-020 d'août 2017 (2ème tirage) "Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis – Mission et méthodologie."

### A - RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS



#### A-1 DÉSIGNATION DE L'IMMEUBLE

Adresse : 118 Route de Narbonne 31400 TOULOUSE

Référence client : 46

Désignation : U4

Date de construction : En 2024

#### A-3 OPÉRATEUR DE REPÉRAGE

Nom : CARRILLO BRICE

Accompagnateur : ()

Date de repérage : 28/03/2024

Numéro attestation : 23-2110

Délivré le : 24/07/2023

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par ABCIDIA – Domaine de Saint Paul 102 route de Limours 78470 SAINT REMY LES CHEVREUSES

#### A-2 PROPRIÉTAIRE / DONNEUR D'ORDRE

Propriétaire :  
PREFECTURE DE LA REGION OCCITANIE  
1 PLACE SAINT ETIENNE  
34000 MONTPELLIER

Donneur d'ordre :  
PREFECTURE DE LA REGION OCCITANIE  
1 PLACE SAINT ETIENNE  
34000 MONTPELLIER

#### A-4 SOCIETE

Société & Siret : AC Environnement (N° 44135591400298)

Date du rapport : 29/03/2024

Assurance : HDI Global SE 76208471-30015

A Riorges, le 29/03/2024

PRÉSENCE D'AMIANTE DANS LE CADRE DE LA MISSION

Non

PRÉSENCE DE LOCAUX OU PARTIES DE LOCAUX NON VISITÉS ET OU  
DE COMPOSANTS OU PARTIES DE COMPOSANTS NON INSPECTÉS

Non

Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité.

## B - SOMMAIRE

### A - Renseignements administratifs

- A-1 - Désignation de l'immeuble
- A-2 - Propriétaire / Donneur d'ordre
- A-3 - Opérateur de repérage
- A-4 - Société

### B - Sommaire

### C - Locaux ou parties de locaux et composants ou parties de composant

- C-1 - Locaux visités
- C-2 - Locaux ou partie(s) de locaux non visité(s) et composant(s) ou partie(s) de composant non inspecté(s)

### D- Etude préalable

- D-1 - Descriptif des travaux envisagés
- D-2 - Périmètre du bâtiment concerné
- D-3 - Objectif de la mission
- D-4 - Document(s) mis à disposition
- D-5 - Périmètre et programme de repérage de l'opérateur
- D-6 - Motifs de réduction ou d'augmentation du nombre de prélèvements
- D-7 - Adjonction(s) ou exclusion(s) par rapport à la norme NF 46-020
- D-8 - Conditions existantes au moment du prélèvement

### E - Conditions de repérage

- E-1 - Modalités de repérage
- E-2 - Moyens d'investigation
- E-3 - Obligations de communication du rapport de repérage

### F - Conclusions

- F-1 - Conclusion(s) du présent rapport de repérage
- F-2 - Réserves / Commentaires

### G - Grille de résultats du repérage

### Annexes

- Annexe : Plans
- Annexe : Reportage photographique
- Annexe : Grille d'évaluation de l'état de conservation
- Annexe : Prélèvements et analyses

## C - LOCAUX OU PARTIE(S) DE LOCAUX ET COMPOSANT(S) OU PARTIE(S) DE COMPOSANT

### C-1 LISTE DES LOCAUX VISITÉS

U4 - Vol 1 (Sous-station)

### C-2 LOCAUX OU PARTIE(S) DE LOCAUX NON VISITÉ(S) ET COMPOSANT(S) OU PARTIE(S) DE COMPOSANT NON INSPECTÉ(S)

Localisation / Désignation	Justification	Investigation complémentaire restant à réaliser
Sans objet	Sans objet	Sans objet

## D - ÉTUDE PRÉALABLE

### D-1 PROGRAMME DE TRAVAUX DU DONNEUR D'ORDRE

Démontage et remontage d'équipement pour contrôle et maintenance

### D-2 PÉRIMÈTRE DU BATIMENT CONCERNÉ DÉFINI PAR LE DONNEUR D'ORDRE

Sous-station

### D-3 OBJECTIF DE LA MISSION

Ce repérage a pour objectif d'identifier et localiser les matériaux et produits contenant de l'amiante incorporés ou faisant indissociablement corps avec l'immeuble ou la partie d'immeuble sur lequel des travaux sont programmés.

### D-4 DOCUMENTS MIS A DISPOSITION PAR LE DONNEUR D'ORDRE

Aucun

### D-5 PROGRAMME ET PÉRIMÈTRE DE REPÉRAGE DÉFINI PAR L'OPÉRATEUR DE REPÉRAGE

Sur la base de la liste en annexe 1 de l'arrêté du 16 juillet 2019, ainsi que sur la base des informations transmises par le donneur d'ordre et après étude du périmètre et du programme de travaux envisagé, nous avons inspecté tous les matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante affectés par les travaux pour les ouvrages ou composants de la construction

Ouvrage ou composant de la construction inspecté	Plan de l'immeuble	Locaux	Localisation
Conduits, canalisations et équipements	U4	Vol 1 (Sous-station)	

### D-6 MOTIF(S) AYANT PU CONDUIRE A RÉDUIRE OU AUGMENTER LE NOMBRE DE PRÉLÈVEMENTS TEL QU'INDIQUÉ EN ANNEXE A DE LA NORME NF 46-020 POUR CHACUN DES MATÉRIEUX ET PRODUITS REPÉRÉS

Sans Objet

### D-7 ADJONCTION(S) OU EXCLUSIONS PAR RAPPORT A LA NORME NF 46-020

Sans Objet

### D-8 CONDITIONS EXISTANTES AU MOMENT DU PRÉLÈVEMENT SUSCEPTIBLES D'INFLUENCER L'INTERPRÉTATION DES RÉSULTATS DES ANALYSES

Sans Objet

## E - CONDITIONS DE REPÉRAGE

### E-1 MODALITÉS DE REPÉRAGE

Dans un premier temps, dans le périmètre des travaux, et selon le programme de repérage découlant du programme des travaux envisagés, l'opérateur de repérage recherche la présence de Matériaux et Produits Susceptibles de Contenir de l'Amiante (MPSCA) faisant indissociablement corps avec le bâti et qui seront sollicités directement ou indirectement par les travaux. Ces MPSCA correspondent entre autre aux parties d'ouvrages ou de composants à inspecter ou à sonder de la « Liste non exhaustive des matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante à repérer » de l'annexe 1 de l'arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations dans les immeubles bâtis. Toutefois, cette liste n'étant pas exhaustive, s'il a connaissance d'autres MPSCA, il les repère également.

L'inspection des ouvrages doit être exhaustive. Le repérage peut nécessiter des sondages destructifs ou des démontages particuliers. Par exemple, il convient de procéder aux investigations suivantes :

- les plénums doivent être inspectés ;
- les gaines techniques doivent être contrôlées ;
- les cloisons démontables doivent être examinées (têtes, pieds et joints de la cloison, réservations) ;
- les éléments de façade, gaines maçonnées, joints de cloisons devront être sondés ou démontés s'il y a présomption de présence de matériaux contenant de l'amiante.

L'ensemble du périmètre du bâtiment concerné par les travaux doit être visité et inspecté. En cas de défaut d'accessibilité du fait du donneur d'ordre et alors que l'opérateur lui a au préalable demandé les moyens d'accès adaptés (démontage spécifique, ouverture de gaine ou de volume vide sans accès prévu, fourniture de nacelle, etc.), l'opérateur rédigera un pré-rapport.

Lorsque, dans des cas très exceptionnels et qui doivent être justifiés, certaines parties d'ouvrages ne sont pas accessibles avant que les travaux ne commencent, l'opérateur de repérage rédige un rapport dans lequel il émet les réserves correspondantes et préconise les investigations approfondies complémentaires qui devront être réalisées entre les différentes étapes des travaux.

Il examine de façon exhaustive tous les locaux et parties de locaux situés dans le périmètre des travaux. La définition de zones présentant des similitudes d'ouvrage permet d'optimiser le nombre de prélèvements qui sont transmis pour analyse. Les sondages itératifs et comparatifs permettent de déterminer les limites et l'étendue des zones présentant des similitudes d'ouvrage.

Dans un second temps, et pour chacun des ouvrages ou composants repérés, en fonction des informations dont il dispose et de sa connaissance des matériaux et produits utilisés, il atteste, le cas échéant, de la présence ou de l'absence d'amiante. En cas de doute et selon les prescriptions réglementaires et normatives il détermine les prélèvements et analyses de matériaux nécessaires pour conclure.

Conformément aux prescriptions de l'arrêté du 16 juillet 2019 et de la norme NF X46-020 d'août 2017 (2ème tirage), les analyses des échantillons de ces produits et matériaux sont réalisées couches par couches par un organisme accrédité par le COFRAC.

L'opérateur de repérage veille à la traçabilité des échantillons prélevés : ces échantillons sont repérés de manière que les ouvrages dans lesquels ils ont été prélevés puissent être identifiés.

### E-2 MOYENS D'INVESTIGATION

Pour la réalisation de notre repérage, nos moyens d'investigations mis en œuvre garantissent la réalisation d'investigations approfondies destructives et non destructives, telles que :

- Dépose de certains blocs prises pour examiner la composition interne des cloisons.
- Dépose des éléments de finition (plinthes, couvre-joints, etc) des cloisons démontables pour examiner les têtes, pieds et joints de ces cloisons.
- Détermination des sondages destructifs ou les démontages particuliers nécessaires pour permettre d'accéder aux matériaux susceptibles de contenir de l'amiante (élément de façade, gaine maçonnée, joint de cloisons, etc). Dans le cas où le risque de découverte de matériaux et produits friables contenant de l'amiante est probable, les moyens de prévention adéquats devront être mis en œuvre.
- Classement des matériaux et produits selon leurs caractéristiques.
- Prélèvements pour déterminer par analyse, lorsque les marquages des matériaux ou les documents consultés par l'opérateur de repérage ne lui ont pas permis de conclure, la présence effective d'amiante dans des matériaux et produits susceptibles d'en contenir.

### E-3 OBLIGATIONS DE COMMUNICATION DU RAPPORT DE REPERAGE

Le présent rapport est à communiquer à toute personne physique ou morale amenée à concevoir, organiser ou exécuter des travaux dans l'immeuble bâti.

Il est rappelé en outre les dispositions de l'article 11 de l'arrêté du 16/07/2019 :

« Si le donneur d'ordre n'est pas le propriétaire de l'immeuble bâti concerné par la mission de repérage, il adresse à ce dernier une copie du rapport établi par l'opérateur de repérage. En cas de mission de repérage portant sur une partie privative d'un immeuble collectif à usage d'habitation, son propriétaire met à jour le contenu du « dossier amiante - parties privatives » (DAPP) prévu au I de l'article R. 1334-29-4 du code de la santé publique, en y intégrant les données issues du rapport ou du pré-rapport de repérage amiante avant travaux. Il tient à disposition et communique ce DAPP, ainsi complété, selon les modalités prévues au II de l'article R. 1334-29-4 du code de la santé publique.

En cas de mission de repérage portant sur les parties communes d'un immeuble collectif à usage d'habitation ou sur un immeuble non utilisé à fin d'habitation, son propriétaire met à jour le contenu du « dossier technique amiante » (DTA) prévu au I de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique ainsi que de sa fiche récapitulative, en y intégrant les données issues du rapport ou du pré-rapport de repérage amiante avant travaux. Il tient à disposition et communique ce DTA, ainsi complété, selon les modalités prévues au II de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

En cas de mission de repérage portant sur tout ou partie d'un immeuble d'habitation ne comprenant qu'un seul logement, son propriétaire conserve le rapport ou le pré-rapport restituant les conditions de réalisation et les conclusions de cette recherche d'amiante avant travaux. Il communique ce rapport ou ce pré-rapport, sur leur demande, à toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti ainsi qu'aux agents de contrôle de l'inspection du travail mentionnés à l'article L. 8211-1 du code du travail, aux agents du service de prévention des organismes de sécurité sociale et, en cas d'opération relevant du champ de l'article R. 4534-1 du code du travail, de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics. »

## F - CONCLUSIONS

### F-1 CONCLUSIONS(S) DU PRÉSENT RAPPORT DE REPÉRAGE

Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante.

L'attention du donneur d'ordre/maître d'ouvrage/propriétaire est attirée sur le fait qu'en présence de locaux ou de partie de locaux non visités, de composants ou de parties de composant non inspectés faisant partie du périmètre et du programme des travaux, l'information sur la présence ou l'absence d'amiante ne peut être considérée comme exhaustive et ses obligations réglementaires de repérage définies aux articles R4412 - 97 et suivants du Code du travail ne sont pas remplies. Des investigations approfondies complémentaires seront à réaliser lorsque ces locaux/ parties de locaux, composant ou partie de composant seront accessibles de manière sécurisée.

Localisation	Materiau	Justification	Investigation complémentaire restant à réaliser	Moyen d'accès à mettre en oeuvre
Vol 1 (Sous-station)	Joint de bride	Inaccessible		
Vol 1 (Sous-station)	Joint de bride	Inaccessible		
Vol 1 (Sous-station)	Conduit	Inaccessible		

### F-2 RÉSERVES / COMMENTAIRES

Sans objet




## GRILLE DE RÉSULTAT DU REPÉRAGE

### U4

Localisation	Categorie	Composant	Partie de composant	Réf action	Description	Précision	Ref photo	Ref pré.	Descriptif	Résultat	Conclusion
Vol 1 (Sous-station)	Conduits, canalisations et équipements	Conduit eau	Joint de bride	I1			I1 - 1				Inaccessible
Vol 1 (Sous-station)	Conduits, canalisations et équipements	Conduit eau	Joint de bride	I2			I2 - 1				Inaccessible
Vol 1 (Sous-station)	Conduits, canalisations et équipements	Conduit eau	Conduit	I3			I3 - 1				Inaccessible

## ANNEXE : PLANS DE REPÉRAGE DES MPCA

Ref.	Plans	Titre du plan
	U4	U4 - Plan de repérage - Actions menées



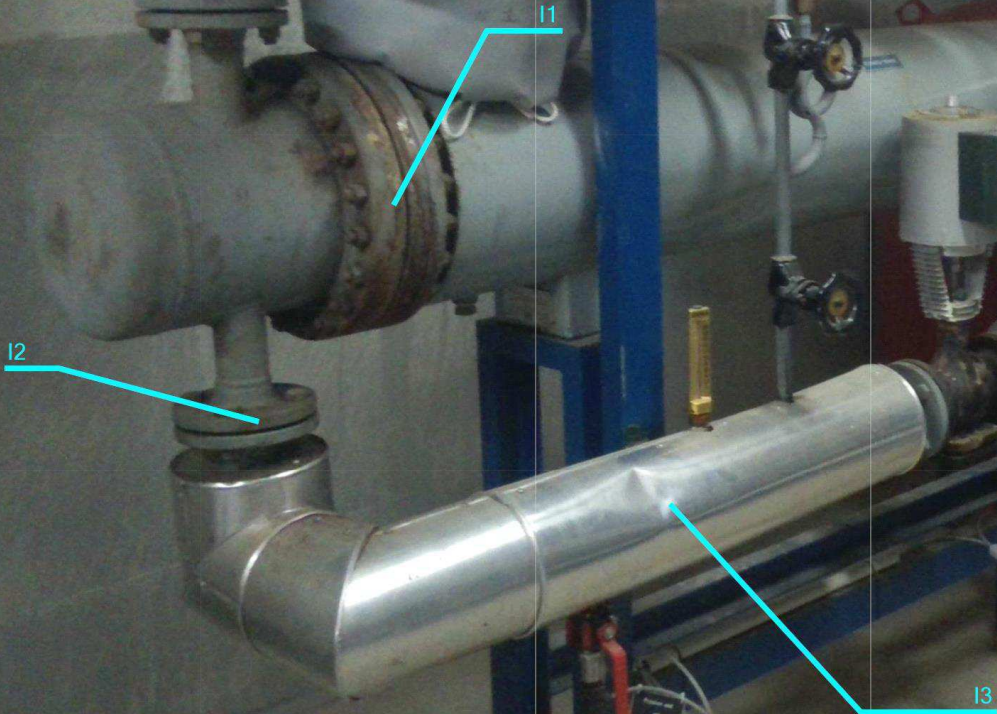
## U4 - PLAN DE REPÉRAGE - ACTIONS MENÉES

Référence:  
002EW015451

### Légende



## Localisation d'une impossibilité technique



Vol 1  
(Sous-station



18 Route de Narbonne  
31400 TOULOUSE


U4

28/03/2024

CARRILLO BRICE



## ANNEXE : REPORTAGE PHOTOGRAPHIQUE

 Photos représentant des matériaux et produits contenant de l'amiante

Référence	Localisation	Action
	U4 - Vol 1 (Sous-station)	I1
	U4 - Vol 1 (Sous-station)	I2
	U4 - Vol 1 (Sous-station)	I3



I1 - 1 - U4 - Vol 1 (Sous-station)



I2 - 1 - U4 - Vol 1 (Sous-station)



I3 - 1 - U4 - Vol 1 (Sous-station)

ANNEXE: DOCUMENTS

Assurance AC 2024 1/2

Assurance AC 2024 2/2

Tour Trinity  
1 bis Place de la Défense - CS 20298  
92095 Paris La Défense Cedex  
T : +33 (0) 1 44 05 56 00  
F : +33 (0) 1 44 05 56 06



ATTESTATION D'ASSURANCE  
RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE

Nous soussignés HDI Global SE, Tour Trinity - 1 bis Place de la Défense - 92035 Paris La Défense Cedex, certifions que la société :

VENTURA  
64 RUE CLEMENT ADER  
42153 RIORGES - FRANCE

est titulaire auprès de notre Compagnie d'une police d'assurance **RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE** n° 76208471-30015 couvrant également l'assuré additionnel :

AC ENVIRONNEMENT

Les activités garanties sont notamment les suivantes :

- Dossier Technique Amiante (DTA) et Dossier Amiante Parties Privatives (DAPP)
- Tous repérages des matériaux et produits contenant de l'amiante (Code de la santé publique et Code du travail), y compris avant travaux ou démolition
- Examen visuel après travaux de retrait d'amiante
- Stratégie d'échantillonnage et prélèvements d'air et de matériaux
- Caractérisation des enrobés bitumineux : recherche d'amiante et des hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)
- Assistance à la maîtrise d'ouvrage pour le traitement des sujets liés à l'amiante
- Etat du bâtiment relatif à la présence de termites
- Etat parasitaire
- Diagnostic du risque d'intoxication au plomb dans les peintures (DRIPP)
- Constat de risque d'exposition au plomb (CREP)
- Recherche et repérage du plomb avant ou après travaux, y compris démolition
- Diagnostic de performance énergétique
- Diagnostic Produits Matériaux Equipements et Déchets (PEMD)
- Information sur la présence d'un risque de mûre
- Mesurage de la superficie privative de lots de copropriété (lot "Carrez")
- Etat des lieux (en propre ou en sous-traitance)
- Réalisation de l'état descriptif de division des lots et du règlement de copropriété
- Mesurages des surfaces habitables, utiles, etc. (tous types de surfaces au sens du Code de la construction et de l'habitation)
- Etat de l'installation intérieure d'électricité
- Etat de l'installation intérieure de gaz
- Tous Audits Énergétiques, y compris réglementaire
- Etat des Risques et Pollution (ERP, anciennement ERMT ou ESIRS)
- Certificat de détection - Loi SRU
- Mesure du Radon dans les bâtiments
- Relevé de cotes et plan de réajustement en copropriété
- Diagnostic Technique Global (DTG)
- Analyse de tous ces diagnostics soit en direct soit sous traitée
- Formation aux risques professionnels liés à l'amiante via une structure du groupe (ASE)
- Réalisation d'inspections dans le cadre du dispositif CEE (Certificats d'Economie d'Energie)
- Prélèvement d'eau en vue de l'analyse de la teneur en plomb
- Recherche des canalisations en plomb dans les bâtiments
- Certificat de conformité des travaux de réhabilitation pour les investissements locatifs dans l'ancien (dispositifs Robien et équivalents)
- Contrôle des installations d'assainissement collectif et non collectif
- Diagnostic d'accessibilité handicapés
- Etudes thermiques
- Formation des franchisés et partenaires et ce, dans le cadre de l'expertise en pathologie du bâtiment et de toutes expertises liées au bâtiment, à la construction ainsi qu'à toutes activités annexes ou connexes.
- Conception, développement de logiciels, progiciels, mise au point, développement et commercialisation de tous produits ou services informatiques télématiques et électroniques ;

HDI Global SE  
HDI-Platz 1, 30659 Hannover, Germany  
www.hdi.global

Handelregister Registered office Hannover  
HR Hannover B 60320  
VAT registration ID DE 219628762

Chairman of the Supervisory Board: Tontsen Lese  
Board of Management: Dr. Edgar Puls (Chairman), Ralph  
Becker, Dr. Muhammad Endriyeh, Dr. Christian Hemminger, Dr.  
David Hufnagel, Dr. Thomas Huber, Claire McDonald

Tour Trinity  
1 bis Place de la Défense - CS 20298  
92095 Paris La Défense Cedex  
T : +33 (0) 1 44 05 56 00  
F : +33 (0) 1 44 05 56 06



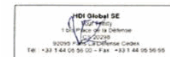
- Activités de services, prestations, conseil, audit et développement en lien avec ses activités digitales
- Activités concernant la formation professionnelle
- Développement, animation d'un réseau de franchise
- Relevés 3D et relevés de mesures et données techniques
- Réalisation de plans et nomenclatures
- Hébergement de données
- Repérage des Fibres Céramiques Réfractaires (FCR)
- Réalisation de Plans Pluriannuels de Travaux (PPT) en copropriété

Les garanties s'exercent à concurrence des montants ci-après :

RESPONSABILITE CIVILE EXPLOITATION	MONTANT DES GARANTIES	
Tous Dommages Confondus (dommages corporels, dommages matériels, dommages immatériels)	7 500 000 EUR	par sinistre
<b>Dont</b>		
• Dommages matériels et immatériels consécutifs	3 000 000 EUR	par sinistre
• Dommages immatériels non consécutifs	1 000 000 EUR	par sinistre
• Faute inexcusable de l'employeur/Maladie professionnelle	2 500 000 EUR	par sinistre et par période d'assurance
• Atteintes accidentelles à l'environnement (pour les sites non soumis à enregistrement ou à autorisation préfectorale)	500 000 EUR	par sinistre et par période d'assurance
• Dommages aux Biens confiés	30 000 EUR	par sinistre
<b>RESPONSABILITE CIVILE APRES PRESTATIONS / RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE</b>		
Tous Dommages Confondus (dommages corporels, dommages matériels, dommages immatériels)	3 000 000 EUR	par sinistre et par année d'assurance
<b>Dont</b>		
• Dommages matériels et immatériels consécutifs	3 000 000 EUR	par sinistre et par année d'assurance
• Dommages immatériels non consécutifs	1 000 000 EUR	par sinistre et par année d'assurance

La présente attestation valable pour la période d'assurance du 01/01/2024 au 31/12/2024, est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne saurait engager l'Assureur en dehors des termes et limites précisées par les clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère. La présente attestation n'implique qu'une présomption de garantie à la charge de l'Assureur.

Fait à Paris, le mercredi 6 décembre 2023 - VU/CPM



HDI Global SE  
HDI-Platz 1, 30659 Hannover, Germany  
www.hdi.global

Handelregister Registered office Hannover  
HR Hannover B 60320  
VAT registration ID DE 219628762

Chairman of the Supervisory Board: Tontsen Lese  
Board of Management: Dr. Edgar Puls (Chairman), Ralph  
Becker, Dr. Muhammad Endriyeh, Dr. Christian Hemminger, Dr.  
David Hufnagel, Dr. Thomas Huber, Claire McDonald

Attestation AC 2024

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné **Mme Dominique BISAGA**, présidente de la **SAS AC ENVIRONNEMENT** (siret 441355914 00298), déclare sur l'honneur être en situation régulière au regard des dispositions de l'article L271-6 du Code de la construction et de l'habitation, que ma société dispose d'une organisation et de moyens appropriés et que l'ensemble des mes salariés présentent les garanties de compétence pour établir les documents prévus aux 1° à 4°, 6° et 7° du I de l'article L271-4 du Code de la Construction et de l'habitation, ainsi qu'à l'article L126-26 et L 128-28-1 du même code, à savoir :

- Le constat de risque d'exposition au plomb prévu aux articles L 1334-5 et L 1334-6 du Code de la santé publique ;
- L'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante prévu à l'article L 1334-13 du même code, ainsi que l'ensemble des repérages de l'amiante prévus par le Code de la santé publique et le Code du travail ;
- L'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment prévu à l'article L 126-24 du Code de la construction et de l'habitation ;
- L'état de l'installation intérieure de gaz prévu à l'article L 134-9 du même code ;
- Le diagnostic de performance énergétique prévu à l'article L 126-26 du Code de la construction et de l'habitation ;
- L'audit énergétique prévu à l'article L126-28-1 du même code
- L'état de l'installation intérieure d'électricité prévu à l'article L 134-7 du même code.

Ceci s'applique aussi à toute autre prestation couverte par notre contrat d'assurance responsabilité civile professionnelle en vigueur à la date de réalisation de la prestation

Je déclare que la **SAS AC ENVIRONNEMENT** est souscrite d'une assurance responsabilité civile professionnelle n°76208471-30015 souscrite auprès de la compagnie d'assurance **HDI** permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de ma responsabilité en raison de mes interventions, selon les dispositions de l'article R271-2.

Je déclare n'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à mon impartialité et à mon indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à moi, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il m'est demandé d'établir l'un des documents mentionnés ci-dessus, ainsi que toute autre prestation couverte par notre contrat d'assurance responsabilité civile professionnelle en vigueur à la date de réalisation de la prestation.

En dehors de l'obligation des déclarations des textes cités ci-dessus, je déclare en outre ne pas verser de commission aux apporteurs d'affaires, mandataires, prescripteurs.

Je déclare tenir un registre des réclamations et des plaintes qui est à la disposition des organismes certificateurs sur simple demande.

Fait à Riorges le 04/03/2024

Dominique BISAGA

Digitally signed by:  
**Dominique BISAGA**  
DN: cn=Dominique BISAGA, o=AC ENVIRONNEMENT

ABCIDIA – Domaine de Saint Paul 102 route de  
Limours 78470 SAINT REMY LES CHEVREUSES -  
23-2110



La certification de compétence de personnes physiques  
est attribuée par ABCIDIA CERTIFICATION à

**CARRILLO Brice**  
sous le numéro 23-2110

Cette certification concerne les spécialités de diagnostics immobiliers suivantes :

✓ <b>Amiante sans mortier</b>	Prise d'effet : 28/06/2023	Validité : 27/08/2030
Arrêté du 24 décembre 2021 définit les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.		
✓ <b>Amiante sans mortier</b>	Prise d'effet : 24/07/2023	Validité : 27/08/2030
Arrêté du 24 décembre 2021 définit les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.		
✓ <b>DPE technique</b>	Prise d'effet : 01/06/2023	Validité : 31/05/2030
Arrêté du 24 décembre 2021 définit les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.		
✓ <b>Gaz</b>	Prise d'effet : 28/06/2023	Validité : 27/08/2030
Arrêté du 24 décembre 2021 définit les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.		
✓ <b>CREP</b>	Prise d'effet : 01/06/2023	Validité : 31/05/2030
Arrêté du 24 décembre 2021 définit les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.		
✓ <b>Termites Métropole</b>	Prise d'effet : 01/06/2023	Validité : 31/05/2030
Zone d'intervention : France métropolitaine Arrêté du 24 décembre 2021 définit les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.		
✓ <b>Electricité</b>	Prise d'effet : 28/06/2023	Validité : 27/08/2030
Arrêté du 24 décembre 2021 définit les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.		

23-2110 - v3 - 24/07/2023



## ANNEXE: DOCUMENTS

ABCIDIA – Domaine de Saint Paul 102 route de  
Limours 78470 SAINT REMY LES CHEVREUSES -  
23-2110



La certification de compétence de personnes physiques  
est attribuée par ABCIDIA CERTIFICATION à

**CARRILLO Brice**  
sous le numéro 23-2110

Cette certification concerne les spécialités de diagnostics immobiliers suivantes :

<input checked="" type="checkbox"/>	<b>Amiante</b> <small>non mention</small>	Prise d'effet : 28/06/2023	Validité : 27/06/2030
	<small>Arrêté du 24 décembre 2021 détermine les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.</small>		
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>Amiante</b> <small>non mention</small>	Prise d'effet : 24/07/2023	Validité : 27/06/2030
	<small>Arrêté du 24 décembre 2021 détermine les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.</small>		
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>DPE</b> <small>technique</small>	Prise d'effet : 01/06/2023	Validité : 31/05/2030
	<small>Arrêté du 24 décembre 2021 détermine les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.</small>		
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>Gaz</b>	Prise d'effet : 28/06/2023	Validité : 27/06/2030
	<small>Arrêté du 24 décembre 2021 détermine les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.</small>		
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>CREP</b>	Prise d'effet : 01/06/2023	Validité : 31/05/2030
	<small>Arrêté du 24 décembre 2021 détermine les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.</small>		
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>Termites</b> <b>Métropole</b>	Prise d'effet : 01/06/2023	Validité : 31/05/2030
	<small>Zone d'intervention : France métropolitaine</small>		
	<small>Arrêté du 24 décembre 2021 détermine les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.</small>		
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>Electricité</b>	Prise d'effet : 28/06/2023	Validité : 27/06/2030
	<small>Arrêté du 24 décembre 2021 détermine les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.</small>		

23-2110 - v3 - 24/07/2023

